

Mobiliser l'Aide pour le commerce: *Gros plan sur l'Afrique*

Rapport et recommandations



Mobiliser l'Aide pour le commerce: Gros plan sur l'Afrique Rapport et recommandations

Établis par la Commission économique des Nations Unies pour l'Afrique (CEA ONU), la Banque africaine de développement (BAfD) et l'Organisation mondiale du commerce (OMC)

INTRODUCTION

L'examen régional de l'Aide pour le commerce pour l'Afrique – conjointement organisé par l'Organisation mondiale du commerce (OMC), la Commission économique des Nations Unies pour l'Afrique (CEA ONU), la Banque africaine de développement (BAfD) et le gouvernement tanzanien – s'est tenu à Dar es Salaam (Tanzanie) les 1er et 2 octobre 2007. La conférence était la première de ce type en Afrique. Elle rassemblait des ministres du commerce et des finances et des représentants des principaux donateurs, des institutions internationales et du secteur privé pour discuter de la façon de mobiliser les ressources nécessaires pour développer la capacité commerciale de l'Afrique et lui permettre de se connecter à l'économie mondiale.

L'ouverture et l'intégration croissantes de l'économie mondiale sont en train de modifier profondément la dynamique du développement, créant pour les pays d'Afrique de nouvelles possibilités de mettre le commerce au service de la croissance et de la réduction de la pauvreté mais exerçant dans le même temps sur ces pays de nouvelles pressions les incitant à devenir plus compétitifs et à "se connecter" plus efficacement aux marchés mondiaux. La conférence a surtout porté sur ces possibilités et défis. L'objectif était de mieux faire comprendre l'importance du commerce pour le développement, d'identifier des priorités en matière de capacité et d'infrastructure, de souligner la nécessité d'un financement accru et effectif et de s'accorder sur la manière d'aller de l'avant. En engageant un dialogue de haut niveau sur ces questions – entre la communauté du commerce et celle du développement, entre pays partenaires et donateurs et entre secteurs public et privé – la réunion s'est efforcée de mettre en lumière les priorités commerciales de l'Afrique et ce qui peut être fait pour y répondre.

La réunion de Dar es Salaam était la plus importante d'une série de trois examens régionaux de haut niveau organisés dans le cadre de l'initiative Aide pour le commerce de l'Organisation mondiale du commerce – faisant suite à la conférence de Lima des 12 et 13 septembre, pour l'Amérique latine et les Caraïbes et précédant la conférence de Manille des 20 et 21 octobre, pour l'Asie et le Pacifique. Plus de 450 participants ont pris part aux discussions, y compris 34 ministres des finances et du commerce et des représentants des principaux donateurs, des institutions internationales et du secteur privé. Au cours de la journée et demie qu'a duré la réunion, les participants ont examiné la pertinence de l'Aide pour le commerce pour l'Afrique, l'importance des questions régionales ou transfrontières, le rôle des banques régionales de développement, la nécessité de renforcer les partenariats entre secteur public et secteur privé et une feuille de route concernant l'action future. Des réunions annexes ont été consacrées au rôle central du secteur privé, à l'importance du suivi et de l'évaluation et aux problèmes que posait le respect des normes internationales.

Le rapport ci après rend brièvement compte de ces discussions. Il recense les thèmes principaux qui se sont dégagés des discussions, propose des objectifs généraux pour l'action future et formule des recommandations sur la manière dont ces objectifs peuvent être atteints. Il fournit un plan d'action pour faire avancer l'initiative à moyen terme, tout en jetant les bases d'une stratégie à plus long terme. En tant que tel, il représente une contribution importante à l'examen global de l'Aide pour le commerce qui se tiendra dans le cadre de l'OMC à Genève les 20 et 21 novembre 2007.

1. DISCUSSIONS EN SÉANCE PLÉNIÈRE

L'intégration de l'Afrique dans l'économie mondiale a été considérée comme un objectif central pour le continent. Même si le développement du commerce et de l'investissement et la croissance économique ne sont pas la seule manière de relever le défi que représente le développement de l'Afrique, ils constituent un élément de réponse incontournable si les pays veulent dégager les ressources dont ils ont besoin pour élever les niveaux de vie, faire reculer la pauvreté et répondre aux priorités sociales. Les bons résultats économiques récemment obtenus par les principaux pays d'Afrique – dont nombre enregistrent une croissance de plus de 6 pour cent depuis dix ans – ont montré l'importance de mettre les politiques en matière de commerce et d'investissement tournées vers l'extérieur au centre des stratégies nationales de développement. La taille réduite des marchés nationaux et même sous

doit être au centre de la planification économique et des stratégies de développement – ce qui à son tour passe par la définition d'objectifs nationaux, l'établissement de priorités et l'assurance que ces objectifs et priorités sont intégrés à tous les niveaux du gouvernement (en particulier les Ministères du commerce et des finances) et au niveau de la société dans son ensemble. Du fait de la nature transfrontières des besoins en matière d'infrastructure et de facilitation des échanges, ces stratégies doivent de plus en plus avoir une portée régionale, ce qui exige une coopération étroite entre économies voisines.

En même temps, la communauté internationale pourrait et devrait jouer un rôle de soutien s'agissant d'aider les pays d'Afrique à atteindre leurs objectifs dans le domaine du commerce. Les donateurs doivent donner suite aux engagements qu'ils ont pris à Monterrey, Gleneagles, Hong Kong et ailleurs d'amplifier notablement l'aide au développement et de l'acheminer plus efficacement, comme convenu dans la Déclaration de Paris. Mais même si des progrès sont accomplis sur ce front, l'ampleur des besoins de l'Afrique en matière de capacité commerciale dépasse en soi largement l'assistance disponible. La Banque mondiale estime qu'à eux seuls, les besoins non satisfaits de l'Afrique en matière d'infrastructure s'élèvent à 22 milliards de dollars par an, plus 17 milliards de dollars supplémentaires pour la maintenance et le fonctionnement. Il faut manifestement accroître et renforcer les incitations à développer les partenariats entre secteur public et secteur privé – en ayant en particulier recours à l'aide au développement et aux prêts multilatéraux pour mieux tirer parti des investissements privés (nationaux et étrangers). Même s'il est admis qu'en plus de l'aide extérieure, le commerce, l'investissement et la réforme intérieure seront à l'avenir les principaux moteurs du développement économique de l'Afrique, l'Aide pour le commerce, investie de manière stratégique, pourrait constituer un catalyseur important pour la croissance des exportations et la compétitivité des pays.

2. SÉANCES RÉGIONALES EN PETITS GROUPES

L'importance cruciale de l'intégration régionale et du renforcement des capacités pour la croissance du commerce africain était un thème central de la conférence. Lors des séances en petits groupes, les défis culturels propres à chacune des trois sous-régions – Afrique orientale et australe, Afrique occidentale et centrale et Afrique du Nord – ont été examinées, avec une attention particulière portée à la dimension régionale et transnationale spécifique du renforcement des capacités dans le domaine du commerce. Les

Afrique occidentale et centrale

Plusieurs participants ont mis en lumière les difficultés que rencontre une grande partie de l'Afrique occidentale et centrale pour se raccorder aux marchés mondiaux, citant comme principaux obstacles le niveau élevé des coûts commerciaux, la faiblesse des institutions et le morcellement des infrastructures.

Un autre point essentiel est l'importance d'adopter une approche globale du renforcement des capacités dans le domaine du commerce. À cet égard, l'initiative relative au couloir de transport Nord-Sud, qui a été approuvée par le Groupe de travail COMESA-SADC-EAC et qui entre à présent dans la phase de projet pilote, est un formidable modèle. Ce programme regroupe toutes les initiatives en cours dans le couloir Nord-Sud, qui est le plus important d'Afrique en termes de volume de fret, pour s'assurer que les réformes en matière de douane, de gestion des frontières, d'infrastructures et de réglementation du transport vont dans le même sens et s'enchaînent correctement. L'objectif est de tirer profit des synergies et de veiller à ce que les progrès réalisés dans un secteur ne soient pas annulés par des blocages dans un autre.

Il est surtout nécessaire d'intégrer le commerce dans les stratégies nationales – et régionales – et de mieux synchroniser les programmes nationaux et régionaux. Le secteur privé, en particulier, doit être un partenaire clé pour ce qui est de l'établissement des priorités et de la conception des programmes parce qu'en fin de compte ce sont les exportateurs et non les pouvoirs publics qui font les frais des retards liés aux formalités douanières, du manque de capacité des chaînes d'approvisionnement et de l'insuffisance des infrastructures. En raison de la dimension relativement réduite des marchés intérieurs, la croissance des exportations aux niveaux régional et mondial est essentielle pour le développement de l'Afrique orientale et australe. En outre, parce que la région compte beaucoup de pays sans littoral, il est aussi indispensable de faire baisser les coûts du commerce transfrontières – par la facilitation des échanges et les infrastructures de transport et par l'intégration régionale. Il s'agit là des domaines prioritaires dans lesquels l'Aide pour le commerce pourrait avoir le meilleur retour sur investissement et être le catalyseur nécessaire pour attirer les capitaux privés.

Afrique du Nord

Le commerce est déjà très important dans les pays d'Afrique du Nord mais il leur faut encore beaucoup progresser en matière d'intégration régionale. Les échanges entre les pays de l'UMA représentent à peine 4 pour cent du commerce total de la région alors qu'avec l'UE cette part est de 65 pour cent (plus encore en ce qui concerne le Maroc et la Tunisie). Selon une étude, une intégration poussée entre pays du Maghreb, associée à un régionalisme ouvert, pourrait entraîner une augmentation du produit intérieur brut de 50 pour cent en dix ans. Les participants ont suggéré qu'un des principaux objectifs de l'Aide pour le commerce devrait être de contribuer à dynamiser l'intégration régionale. Par exemple, la construction d'un réseau routier entre Benghazi et Nouakchott serait essentielle pour le commerce et l'intégration intrarégionaux.

La principale recommandation formulée par les participants à la séance était la nécessité de renforcer les initiatives prises actuellement en faveur de l'intégration, non seulement entre les pays de l'UMA mais aussi entre les pays d'Afrique du Nord et les pays d'Afrique subsaharienne (programmes Sud-Sud). Après l'évaluation des besoins, il conviendrait d'identifier les projets prioritaires au niveau régional et d'établir des plans d'exécution détaillés (calendriers, institutions participantes et financement), retenant les expériences et les meilleures pratiques régionales. Au premier rang des priorités, on peut citer la facilitation des échanges, l'optimisation des ressources énergétiques, l'amélioration des communications et de l'infrastructure des transports et la réduction des coûts de production. L'UMA jouant un rôle clé dans l'avancement de l'intégration régionale, la coordination des projets transfrontières et le suivi des progrès, il conviendrait de renforcer ses capacités humaines et institutionnelles afin qu'elle soit un partenaire crédible pour d'autres organismes d'exécution.

3. THÈMES TRANSVERSAUX

Un certain nombre de thèmes transversaux sont ressortis des discussions qui ont eu lieu au cours des séances en petits groupes et en plénière:

Mobiliser les banques régionales de développement: Il a été reconnu que les banques régionales de développement peuvent combler les déficits de financement – et constituer un point focal pour le renforcement des capacités et la réalisation de projets d’infrastructures au niveau régional. A n

